



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

ostéopathes

Question écrite n° 104087

Texte de la question

M. Guy Geoffroy souhaite attirer l'attention de M. le ministre de la santé et des solidarités sur les projets de décrets réglementant l'enseignement et l'exercice de l'ostéopathie, suite à la reconnaissance de la profession par la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé. Certains établissements qui forment à cette discipline attirent l'attention sur les risques d'une dévalorisation de l'ostéopathie, au vu du niveau de compétence acquis et des hypothèses de restriction d'exercice. Il lui demande donc des indications sur la teneur des décrets d'application qui encadreront la formation et la pratique de la discipline.

Texte de la réponse

L'article 75 de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé pose le principe de la reconnaissance de l'usage professionnel du titre d'ostéopathe et de chiropracteur. La loi prévoit que des textes d'application soient élaborés sur la formation, les actes et les conditions de régularisation des professionnels actuellement en service. Conformément aux engagements du Gouvernement, un groupe de travail chargé de la rédaction du décret portant sur la formation a été mis en place, sous la direction du doyen Bertrand Ludes. Son objectif est, dans un premier temps, de définir le cahier des charges pédagogique permettant l'élaboration du projet, qui sera largement concerté avec l'ensemble des professionnels concernés. Par ailleurs, un projet de décret portant sur les conditions d'exercice a été présenté aux professionnels, en vue de recevoir leurs contributions. La rédaction des textes d'application de l'article 75 de la loi susvisée, en collaboration avec les médecins, les masseurs-kinésithérapeutes et les ostéopathes exclusifs, est guidée par le souci de garantir une sécurité des soins aux patients. Elle se poursuit afin d'aboutir à leur publication dans les meilleurs délais.

Données clés

Auteur : [M. Guy Geoffroy](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 104087

Rubrique : Médecines parallèles

Ministère interrogé : santé et solidarités

Ministère attributaire : santé et solidarités

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 septembre 2006, page 9758

Réponse publiée le : 31 octobre 2006, page 11418